



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°126 - décembre 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

A voir sur www.litci.org

Bolivie

La situation en Bolivie est toujours en ébullition: la négociation avec les entreprises étrangères pour le pétrole et le gaz ; la confrontation sanglante produite par le contrôle d'une mine à Huanuni ; la paralysie de l'Assemblée Constituante ; des mobilisations ouvrières et paysannes ; des marches promues par l'oligarchie de Santa Cruz...

Où va le gouvernement d'Evo Morales ?

Mis sous pression aussi bien par la bourgeoisie et la droite que par les conflits dans le mouvement de masses, qui cherche désespérément l'emploi et de meilleures conditions de vie, Evo Morales a accusé ses adversaires « *d'essayer de l'affaiblir avec des rumeurs d'un coup d'Etat* » et a assuré que « *rien ni personne n'arrêtera la révolution démocratique et culturelle* » qu'il représente. Que se passe-t-il réellement en Bolivie et où va le gouvernement d'Evo Morales ?

Un gouvernement de Front Populaire

Pour répondre à ces questions, nous devons rappeler que le gouvernement d'Evo Morales est un Front Populaire. C'est-à-dire, contrairement aux gouvernements bourgeois traditionnels, qu'il a à sa tête un dirigeant du mouvement de masses (dans ce cas, d'un secteur du paysannat bolivien) et qu'il est soutenu par des organisations de masses de la campagne et des villes.

Ce caractère spécial des dirigeants et des organisations qui le soutiennent fait que des secteurs très importants du mouvement de masse se trompent et voient les fronts populaires comme « leur » gouvernement et non comme ce qu'ils sont vraiment : des instruments auxquels la bourgeoisie et l'impérialisme font appel pour faire

face aux moments les plus difficiles de la lutte des classes.

La bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont mis leurs espoirs sur Tuto Quiroga, mais ils ont été obligés d'accepter le gouvernement d'Evo pour une raison simple : depuis la chute de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2003, il y a un processus révolutionnaire dans le pays qui s'est manifesté dans la chute de son successeur, Carlos Mesa et, de manière déformée, dans le triomphe électoral ample d'Evo Morales. Dans ces conditions, le gouvernement d'Evo est devenu pour eux la meilleure alternative pour contrôler ce processus et essayer de le mettre en échec.

Chevauchant un poulain sauvage

Le gouvernement d'Evo est apparu comme le reflet défiguré du processus révolutionnaire. C'est pourquoi, d'une certaine manière, il est emprisonné au milieu des principales forces sociales de la lutte de classes, « *un bouchon de liège qui sépare deux couteaux* » selon l'expression de Léon Trotsky.

D'une part, il subit la pression et les exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour qu'il défende leurs intérêts, et avance contre la révolution. D'autre part, il subit la pression de la mobilisation des masses qui exigent qu'il réalise les espoirs qui l'ont porté au pouvoir et il est obligé de faire des

concessions... que la bourgeoisie essaye de désarmer dès qu'elle peut. C'est pourquoi, sa politique est oscillante, pleine de marches et contremarches, selon la pression dominante à chaque moment.

Mais ces oscillations ont toujours lieu dans la perspective plus stratégique de protéger les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Le Front Populaire d'Evo est comme un cavalier au service de la bourgeoisie qui doit apprivoiser le « poulain sauvage » des masses révolutionnaires. Pour le faire, il fait appel à son prestige parmi les masses. Son plan est de prendre les mots d'ordre les plus ressentis par les masses, d'y donner suite de manière partielle en leur enlevant le contenu révolutionnaire, pour pouvoir dire : « *nous appliquons le programme de la révolution* ».

Par exemple, dans le cadre d'un discours anti-impérialiste, il a créé une nationalisation partielle des hydrocarbures et a obtenu une augmentation des recettes pour le pays, mais il maintient la part du lion de cette affaire entre les mains des compagnies étrangères. Il avance avec une réforme agraire partielle qui affecte des terres aujourd'hui improductives, pour éviter que cette réforme affecte les grandes propriétés agricoles, d'élevage et du bois. Il essaye que l'Assemblée Constituante soit « originaire », mais il enlève de ses débats les sujets les plus importants.

En même temps, comme il doit donner « un peu plus » pour freiner la révolution, il y a souvent des heurts avec des secteurs bourgeois qui sont affectés par ces concessions réclamées par les masses.

Le « capitalisme andin » du MAS

Pour mettre ce plan en oeuvre, le gouvernement du MAS affirme que sa politique est de concilier les intérêts des classes, c'est-à-dire, les « intérêts nationaux » du peuple et des majorités opprimées avec ceux du grand capital. C'est le sens qu'il donne au concept de « capitalisme andin ».

Le vice-président Álvaro García Linera l'expliquait comme « *un modèle de développement capitaliste qui combine les trois plates-formes économiques en vigueur en Bolivie : la moderne ou strictement industrielle, l'andine communautaire et l'amazonienne. [...] Elles trouvent des mécanismes d'articulation 'non brutale' [...] pour réguler l'expansion de l'économie industrielle, lui extraire ses excédents et transférer ceux-ci au cadre communautaire pour renforcer des formes d'auto-organisation et de développement marchand proprement andin-amazonien* ». Il s'agirait de soutenir l'économie familiale de petite et moyenne échelle, mais sans rompre avec la domination des entreprises impérialistes et étrangères dans le pays.

Dans ce cadre, l'Etat national a « *une importance décisive comme responsable du bien-être collectif et de la régulation des marchés, à condition que l'interventionnisme aille de pair avec l'initiative privée. C'est une tentative de combiner des valeurs du capitalisme et du socialisme dans le but de dépasser les deux, mais sans mettre en question la genèse de la production capitaliste.* » Cette idée se résumerait dans les mots d'Evo adressés aux entreprises étrangè-

res : « *La Bolivie veut des partenaires, non des patrons* ». ¹

Une proposition impossible à réaliser

Cette tentative de concilier « *les valeurs du capitalisme et du socialisme... sans mettre en question la genèse de la production capitaliste* » est une nouvelle version de la proposition d'« humaniser le



capitalisme ». Toute l'histoire contemporaine montre que c'est impossible : on ne peut pas défendre les intérêts des travailleurs et du peuple sans attaquer, en même temps, ceux de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

En s'appuyant sur la force du processus révolutionnaire, Evo obtient quelques petites concessions de l'impérialisme et, en même temps, accorde des concessions aux masses. En ce sens, les recettes de l'Etat bolivien, augmentées par les nouveaux contrats du pétrole et du gaz et la hausse internationale des prix des minéraux, peuvent donner à Evo un certain répit et une certaine marge de temps pour maintenir le soutien du peuple (qui est toujours majoritaire). Il a décrété une augmentation du salaire minimal et la concession d'une prime éducative annuelle. Et il est en train de promouvoir un programme d'alphabétisation, avec des fonds et des professeurs vénézuéliens, et de soins de santé, avec des médecins cubains. Ceci pourra donner l'impression superficielle que le

« capitalisme andin » et la conciliation de classes sont possibles. Mais ce n'est qu'une illusion temporaire. La situation révolutionnaire bolivienne est toujours ouverte et, très probablement, « les couteaux » se heurteront à nouveau dans des confrontations nouvelles et plus dures.

La bourgeoisie et l'impérialisme essayeront d'obtenir que l'illusion créée par le Front Populaire parvienne « à endormir » les masses et leur permette de mettre fin à la situation révolutionnaire, après quoi ils pourront récupérer ce que les masses ont obtenu durant ces années. De notre part, nous confions que, au cours du processus, les travailleurs et les masses comprendront de mieux en mieux que les mesures tièdes d'Evo ne sont pas suffisantes pour résoudre

le problème du chômage, des bas salaires, de la pauvreté et la misère, ou pour obtenir la terre des grands propriétaires.

Autrement dit, elles comprendront que, pour obtenir ces revendications, elles ont besoin de recommencer leur mobilisation révolutionnaire, de dépasser le gouvernement d'Evo Morales, et d'imposer ainsi de vraies solutions à leurs revendications et leurs nécessités les plus urgentes. Dans ce processus, la construction d'organisations de masses pour mener cette lutte est à l'ordre du jour, et l'expérience historique de la construction de la COB y aidera beaucoup. En plus, dans ce processus de lutte, une autre tâche centrale est celle de la construction d'un parti révolutionnaire qui intervient dans les luttes actuelles et qui prépare cette perspective stratégique.

¹ Voir l'interview à Álvaro García Linera, « *Le capitalisme andin-amazonien est la proposition du MAS* » par Miguel Lora, www.bolpress.com 07/10/05.

La politique concernant les hydrocarbures

Les hydrocarbures sont un secteur clef pour analyser la politique du gouvernement d'Evo. D'abord, la pression du processus révolutionnaire l'a amené à promulguer le Décret de Nationalisation des Hydrocarbures (qui récupère la propriété des réserves). Bien que ce décret ne considère pas l'expropriation des transnationales et se limite à ouvrir un processus de négociation avec elles, il a été une mesure progressive, un premier pas vers une récupération des hydrocarbures, la revendication centrale de l'« Agenda d'Octobre »¹ du processus révolutionnaire de 2003.

Quelques mois plus tard, le ministre du secteur des hydrocarbures du moment, Andres Solís Rada, a promulgué une résolution en application du décret, pour permettre le contrôle de l'Etat sur les raffineries et mettre un terme à une prime aux industries pétrolières pour « produire pour le marché interne ». Ceci a provoqué la protestation de Petrobras, la principale entreprise étrangère en Bolivie et une des plus touchées par la mesure, et du président brésilien Lula da Silva. Face à cela, le gouvernement a décidé « de congeler temporairement la mesure afin de ne pas interférer dans les négociations avec Petrobras ». Solís Rada, étant désavoué, a dû renoncer à son poste, bien qu'étant le plus populaire des ministres.

Le 31/10/06, au terme des 6 mois de négociation prévus par la loi pour les nouveaux accords, l'Etat bolivien a signé avec 10 entreprises transnationales² de nouveaux contrats d'opération pour l'exploitation et l'exportation de gaz et de pétrole, d'une durée allant de 24 à 31 ans, selon les cas.

Consolidation des entreprises pétrolières

Les transnationales deviennent des « entreprises de services » qui livrent formellement leur production à l'entreprise étatique YPFB, à qui revient la charge de superviser

les contrats de commercialisation et de distribution des impôts aux régions et aux départements. De cette manière, YPFB devient une entreprise de supervision, sans toutefois contrôler les opérations du secteur des hydrocarbures.

Les entreprises étrangères maintiennent la propriété de leurs investissements et actifs. C'est-à-dire, on a à nouveau « transféré les décisions concernant les champs pétroliers aux transnationales, ce qui met un terme à toute possibilité de reconstruire une entreprise pétrolière de propriété bolivienne »³ avec un contrôle sur l'ensemble de la chaîne productive. Comme le dénonce le journal Hora 25 : « Le Gouvernement d'Evo a renouvelé, pour une nouvelle période de 30 ans, les opérations des entreprises pétrolières qui ont volé et pillé aux boliviens une de leurs dernières ressources naturelles. Ce sont des entreprises qui ont commis de multiples irrégularités et qui, sans recevoir aucune sanction, reçoivent leur certificat de bonne conduite et un nouveau délai important pour continuer à opérer dans le futur ».

Les conditions précises fixées pour les contrats ne sont pas encore connues, particulièrement la question des prix, un sujet crucial encore en discussion. Il est toutefois défini qu'il n'y aura plus un prix national « en bouche de puits » et que le prix payé par YPFB à chaque entreprise pétrolière sera calculé en fonction de ses coûts de prospection et d'exploitation.

Selon la publicité gouvernementale, on prévoit une recette additionnelle pour l'Etat, en marge de l'encaissement de 50% d'impôts déjà prévus dans la loi précédente, qui sera variable selon les investissements effectués par les entreprises.⁴ Le directeur de Petrobras, José Fernando de Freitas, l'explique de cette manière : « Les nouveaux contrats offrent des conditions optimales... la participation

du gouvernement bolivien sera plus grande que les 50% qu'il avait jusqu'à mai de cette année, mais moins que les 82% des derniers deux mois ».⁵ L'entreprise transnationale Repsol-YPF s'est montrée aussi satisfaite : « Ce sera positif parce que cela permettra des investissements avec la sécurité juridique nécessaire ».⁶

L'affaire de l'exportation

Cette approbation des entreprises étrangères est due au fait qu'elles continuent à être les propriétaires réels de l'affaire de l'exportation régionale du gaz : « Le pays est dans l'impossibilité de négocier sa participation sur les marchés brésilien et argentin, où les transnationales achètent le gaz bon marché à la Bolivie et le vendent à des prix internationaux. Repsol l'importera de la Bolivie à 5 dollars et le revendra aux argentins (et l'exportera par la suite au Chili) à 8 dollars. Petrobras l'achète à 4,30 dollars et le vendra aux consommateurs brésiliens à 10 dollars ».⁷

Parallèlement aux contrats prévus par la loi, d'autres accords de provision de grandes quantités de gaz ont été signés avec l'Argentine et le Brésil, aux prix mentionnés. Pour honorer ces deux grands accords, la Bolivie devra amplifier sa capacité productive actuelle.⁸ Et cet investissement sera fait par les transnationales sans aucun effort, moyennant les grands profits qu'ils obtiendront de la revente du gaz. Autrement dit, la politique d'Evo Morales consolide un modèle dans lequel la Bolivie se limite à être fournisseur de la matière première, tandis que les entreprises étrangères s'approprient la part du lion de l'affaire de l'exportation.

En même temps, le gaz est exporté sans aucun traitement qui y incorpore de la valeur ajoutée et sans profiter des possibilités de la liquéfaction dans le pays, possibilités qui seront aussi exploitées à l'étranger.⁹ Ce n'est pas par hasard que la politique d'Evo a été critiquée par plusieurs experts boli-

viens. Ils affirment que, avec les recettes pour la production actuelle, et considérant ce point comme une priorité nationale et avec l'appui de « pays amis » comme le Venezuela, qui possède déjà ces technologies, on pourrait développer un projet national d'industrialisation qui aiderait au contrôle de l'Etat bolivien sur l'ensemble du revenu pétrolier.¹⁰

« l'autonomie » afin d'obtenir une portion plus grande de ces recettes.

En même temps, la vision que, sans être la véritable nationalisation, il s'agit bien d'un « pas en avant » est aussi partagée, pour le moment, par la majorité du peuple bolivien qui commence à recevoir quelques petites concessions comme l'augmentation salariale, le plan Juancito Pinto (subventions

Les Etats-Unis : « un partenaire stratégique »

Les négociations permanentes avec les multinationales pétrolières et minières font partie d'une capitulation de plus en plus importante à l'impérialisme américain, après quelques confrontations verbales initiales. Dans un discours récent, à l'occasion de la présentation aux journalistes de quelques 800 projets américains d'investissement et de financement, le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, a déclaré : « *Les Etats-Unis ont été, sont et seront un allié stratégique de la Bolivie* ». Et pour qu'il ne reste aucun doute, le vice-président a ajouté : « *Les relations avec les Etats-Unis sont en train de s'améliorer de façon croissante* ». (Clairín, 20/10/2006)

Des recettes plus grandes

Indépendamment de cette analyse, on estime que les recettes pour le Trésor Général de la Nation, obtenues des nouveaux contrats, dépasseront le milliard de dollars annuels. C'est-à-dire, cela triplera les recettes de l'année 2005 (avant le décret d'Evo). Le chiffre peut paraître peu significatif mais est très grand pour la Bolivie : ces 700 à 800 millions de dollars additionnels représentent entre 8 et 9% du PIB du pays en 2005 et plus de 15% du budget national de cette même année.

Ce n'est donc pas par hasard que la bourgeoisie de la région de l'Altiplano s'est mise à exprimer sa conformité avec les accords : « *Ce n'est peut-être pas une nationalisation dans le sens strict du mot, mais il s'agit certainement de conditions favorables pour le pays* ». Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie de Santa Cruz et de Tarija, les départements dont le sous-sol contient le pétrole et le gaz, font pression pour

aux familles les plus pauvres) et la « prime éducative ».

Mais la politique d'Evo Morales représente « *du pain pour aujourd'hui et la faim pour demain* » parce que la partie la plus importante du revenu des hydrocarbures est remise aux entreprises étrangères et ne promet pas l'industrialisation. C'est pourquoi, elle tend à répéter le même cycle négatif que l'histoire bolivienne a déjà connu deux fois : l'argent de la colline de Potosí et l'étain ont été pillés, mais la Bolivie a continué à être un pays très pauvre, malgré ses immenses ressources énergétiques et minérales. Le seul chemin pour éviter que ce cycle se répète est d'imposer une véritable nationalisation des hydrocarbures, c'est-à-dire d'exproprier les compagnies étrangères pour que YPFB soit transformée en une entreprise étatique monopolistique qui, avec le contrôle des travailleurs et du peuple bolivien, assure que l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures soient mises au service de leurs intérêts et nécessités.

¹ Les principales revendications sociales, connues comme l'« Agenda d'Octobre » sont : la nationalisation des hydrocarbures, avec expropriation des transnationales (dans les rues de El Alto et La Paz, les gens criaient : Dehors les entreprises !); l'industrialisation du gaz en Bolivie (« Le gaz pour les boliviens », « Le gaz est à nous, le récupérer est notre devoir ! »); et l'Assemblée Constituante, pour refonder le pays.

² VINTAGE, TOTAL, REPSOL YPF, CHACO, ANDINE, BRITISH GAS, PETROBRAS ENERGY, PETROBRAS BOLIVIA, PLUSPETROL et MATPETROL (*La Razón*, 31 octobre 2006).

³ *Hora 25* N° 44, du 10 au 24 novembre 2006.

⁴ Il est démontré que les entreprises transnationales ont menti sur les investissements effectués : « *Pour que les entreprises pétrolières acceptent la signature de nouveaux contrats, le Gouvernement a négocié l'incorporation dans les accords d'une annexe G, qui permet de concilier les investissements certifiés par les compagnies et ceux qu'établiront les audits demandés par le ministère des Hydrocarbures (...)* Un des rapports préliminaires de l'Unité de Contrôle du ministère des Hydrocarbures a confirmé que REPSOL YPF, TOTAL, PETROBRAS et PLUSPETROL ont manqué d'investir 1.350 millions de dollars dans la perforation de 55 puits et qu'ils ont gonflé leurs coûts d'exploration à 394 millions de dollars, quand l'opération a coûté seulement 21,7 millions de dollars. L'Exécutif a accepté les investissements déclarés par les entreprises, par manque de temps ». (*La Prensa*, 31/10/06) -

⁵ *Hora 25* N° 44.

⁶ *La Prensa*, 31 octobre 2006

⁷ Ibidem.

⁸ « *La production actuelle d'hydrocarbures du pays est de 100 mille bouteilles de gaz par jour, de 50 mille barils de brut et de 30 millions de m³ de gaz par jour.* » (*Hora 25* N° 44)

⁹ Des processus comme la liquéfaction et la cryogénie permettent de séparer les composants liquéfiables du gaz (comme le méthanol), qui représentent 5% du volume du gaz à la sortie du puits. Après séparation, la valeur de ces produits sur le marché est équivalente à celle du reste du gaz qui, d'autre part, maintient toute sa valeur calorifique.

¹⁰ Par exemple, le grand champ de la Marguerite requiert un investissement de 300 millions de dollars mais produirait un revenu pétrolier de quelques 50 milliards de dollars. (*Hora 25* N° 44)

La Question Minière

Il y a deux mois environ, une confrontation violente a eu lieu entre des mineurs d'une coopérative qui essayaient d'occuper la colline Posokoni (en Hunani) et des mineurs étatiques, avec un solde de plusieurs morts, principalement de la coopérative. Ce grave conflit a son origine dans la combinaison de trois facteurs : il y avait d'abord les vacillations du gouvernement d'Evo pour livrer cette mine aux coopérateurs, comme il avait promis, ce qui a mené les mineurs à agir pour leur propre compte ; ensuite il y a la grave crise de l'emploi au niveau national ; et finalement, l'actuelle augmentation du prix international des minéraux a revalorisé les exportations d'étain et a accentué le conflit pour le contrôle des mines.

Un peu d'histoire

A partir de 1985, la COMIBOL (Corporation Minière de la Bolivie) historique, la seule entreprise minière étatique du pays, a été démantelée. Plusieurs mines d'étain ont été privatisées, d'autres ont été fermées, et plus de 30.000 mineurs ont perdu leur emploi. Face au manque de perspectives, beaucoup d'entre eux ont choisi de former des coopératives pour maintenir l'exploitation, dans des conditions très mauvaises. Dans beaucoup de cas, les véritables bénéficiaires sont les « chefs d'entreprise coopérateurs » qui agissent comme intermédiaires des exportations du minéral. La COMIBOL a maintenu seulement trois mines étatiques en opération (Huanuni, Colquiri et Caracoles), sous des contrats de « risque partagé » avec des entreprises privées étrangères, et elle emploie aujourd'hui quelques 5.000 travailleurs.

Le gouvernement est le responsable

Avant les élections, Evo a fait un accord électoral avec les coopérateurs et, en échange de leur soutien, il a nommé Walter Villarroel, principal dirigeant de ce secteur,

comme ministre de l'industrie minière. Grâce au meilleurs prix internationaux, il y avait une forte pression de ce secteur pour obtenir davantage de concessions et de zones dans les mines que la COMIBOL exploite actuellement.

Comme le gouvernement tardait à honorer ses promesses, des centaines de coopérateurs ont pris par assaut la colline Posokoni, en Huanuni, le plus grand gisement d'étain du pays. Les mineurs étatiques ont défendu leur emploi, et le résultat des confrontations violentes a été de 16 morts et plus de 60 blessés.

Les faits ont eu une répercussion dans tout le pays. La COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) a organisé une manifestation avec des milliers de personnes à La Paz, en solidarité avec les mineurs étatiques et réclamant la nationalisation de toutes les mines du pays. Le dirigeant de la COB, le mineur Pedro Montes, a exigé un changement de la politique du gouvernement et a fait savoir que : « *Nous exigeons que les gisements miniers soient exploités par la Corporation Minière de la Bolivie, et que ses revenus profitent aux boliviens et non aux étrangers comme c'est le cas actuellement* ».

Face à la gravité des faits, et pour dissimuler sa responsabilité dans l'agression, vu son accord avec les coopérateurs, le gouvernement a essayé de prendre distance et a écarté aussi bien le ministre Villarroel que le président de la COMIBOL. En réponse, le président de la Fédération de Coopérateurs Miniers, Guarachi Pascal, a annoncé la rupture de l'alliance politique avec le MAS.

La « nouvelle politique minière » du Gouvernement

Après les faits de Huanuni, et étant donné l'appui que les mineurs étatiques commençaient à recevoir dans leurs revendications, le gouvernement a proclamé « *une nouvelle politique de nationalisation de l'industrie minière* », un échan-

tillon en plus des oscillations et des va-et-vient que nous analysons dans l'article principal de cette édition.

Dans le cas de Huanuni, le gouvernement a proposé, pour calmer le conflit : a) le contrôle total de la mine Posokoni par la COMIBOL, b) le renforcement de l'Entreprise Minière Huanuni,¹ avec 10 millions de dollars pour sa réactivation, et c) l'incorporation de 4.000 coopérateurs avec travail régulier, dans cette entreprise de Huanuni. Il s'agit, évidemment, d'un triomphe des mineurs étatiques et de la COB et d'une issue pour ceux qui, dans cette région, n'avaient pas d'autre alternative que les coopératives jusqu'à maintenant.

Toutefois, il est clair que le gouvernement n'a pas changé sa politique minière d'ensemble. D'une part, le « plan de nationalisation » a été reporté à 2007 « *par manque de ressources économiques* ». D'autre part, le gouvernement a réaffirmé sa volonté « *de respecter les investissements privés internationaux et de maintenir les concessions aux coopératives dans tout le pays* ». Comme disait le vice-ministre Alfredo Rada à la TV : « *Nous devons envisager des solutions pour tous les secteurs concernés, les mineurs syndicalisés, les coopérateurs, ainsi que le secteur privé et international qui a investi dans de grands projets miniers dans notre pays* ». Pas besoin de photo.

En même temps, contrairement à sa supposée intention de nationalisation, le gouvernement a privatisé l'exploitation de la mine de fer du Mutún, le second gisement de fer de l'Amérique Latine et le septième du monde, et qui en outre possède d'autres minéraux comme le manganèse, le nickel et le chrome. La valeur de ces réserves est de plusieurs milliards de dollars.

La seule issue est une véritable nationalisation

Nous coïncidons pleinement avec

l'exigence de la COB de renationaliser toutes les mines d'étain et d'autres minéraux. Ceci signifie reconstruire l'entreprise étatique COMIBOL. C'est pourquoi, une véritable nationalisation doit commencer par résilier les contrats **de joint venture** qui ont donné les mines de la COMIBOL à des entreprises privées étrangères pour leur administration et leur exploitation.

Deuxièmement, il est nécessaire d'annuler les concessions accordées aux coopératives, d'incorporer ces exploitations à la COMIBOL et de donner de l'emploi à ceux qui

travaillent actuellement en ces dernières, dans des conditions d'égalité avec ceux qui y travaillent déjà. Finalement, il faut annuler la concession du gisement du Mutún à des mains privées et étrangères. La construction des installations nécessaires pour son exploitation peut parfaitement être financée avec les recettes des exportations minières aux mains de l'État et de celles qui proviendront d'une véritable nationalisation du gaz et du pétrole.

C'est la seule issue valable pour que ces confrontations sanglantes ne se répètent pas et pour garantir

un emploi digne aux milliers de boliviens. Mais le gouvernement d'Evo Morales va dans le sens contraire. Les travailleurs et le peuple bolivien peuvent et doivent exiger qu'il change sa politique. Ils peuvent et doivent, en même temps, s'organiser pour se battre pour une véritable nationalisation de l'industrie minière.

¹ L'entreprise Minière Huanuni est issue d'un Contrat de Risque Partagé (*joint venture*) entre la COMIBOL et l'entreprise privée Allied Deals/RBG.

La réforme agraire: peu de changements profonds

Sous la pression de quatre marches nationales de paysans, arrivés de tous les coins du pays, la loi de modification de l'actuelle loi agraire (Loi INRA) a finalement été approuvée à la fin de novembre. Cette nouvelle loi accélère les procédures administratives agraires pour rendre les terres aux communautés et aux peuples indigènes et les redistribuer. Le gouvernement s'est montré disposé à distribuer des terres fiscales et d'autres terres actuellement improductives, mais s'oppose radicalement à l'affectation des grandes propriétés, qui « accomplissent la fonction économique-sociale ». Evo a déclaré qu'il garantit la propriété privée des terres.

Depuis plusieurs semaines, cette réforme a été bloquée au Sénat, par les représentants de la Demi-Lune, comme une mesure de pression contre le MAS pour exiger la règle des 2/3 dans l'Assemblée Constituante. Elle a été approuvée finalement le 30 novembre, avec l'appui de quelques sénateurs « transfuges ».

Répression contre les cocaleros

En même temps, conformément aux exigences des Etats-Unis de déraciner 5.000 hectares de coca en 2006 et comme condition pour ratifier un accord commercial existant entre les deux pays,¹ il y a eu une forte répression contre les cultivateurs de coca (les cocaleros) dans la région des Yungas de Vandiola à la fin du mois de septembre.

Comme Evo ne peut pas intervenir dans la région de Chapare, sa base sociale et celle du MAS, ni dans les Yungas de La Paz, où il y a plus 80.000 paysans cocaleros, il a décidé de le faire dans les Yungas de Vandiola (Cochabamba), une zone cocalera traditionnelle, très isolée et oubliée, où quelques 700 familles survivent dans des maisons très précaires, sans services de base, ni eau potable ni électricité. Les forces policières de la répression ont occasionné 2 morts, 3 blessés et plusieurs arrestations. Comme une ironie amère de l'histoire, rappelons qu'Evo Morales a commencé à gagner du prestige comme dirigeant de la résistance contre les tentatives d'éradiquer la culture de coca, dans la région de Chapare.

Le dirigeant syndical de Pataicuna, Nicanor Churata, pointe du doigt la contradiction du processus : « *Nous avons élu le Président, nous avons même obligé (syndicalement) les gens à voter pour le MAS, mais maintenant ce gouvernement nous tire dessus. C'est une véritable contradiction dans sa politique de la coca, parce qu'il défend seulement les intérêts des Six Fédérations du Tropicque de Cochabamba* ».

¹ Il s'agit d'un accord tarifaire préférentiel avec les Etats-Unis, dans le cadre de l'ATPDEA, Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act, pour la vente de certains produits textiles, de vêtements et d'articles artisanaux d'exportation de la Bolivie, sur le marché des Etats Unis. Il représente entre 1,4 et 2% du PIB de la Bolivie. Actuellement, le gouvernement bolivien essaye de renouveler cet accord pour un an.

L'Assemblée Constituante

L'Assemblée Constituante, dont la convocation avait été une des principales propositions d'Evo Morales et du MAS avant d'assumer le gouvernement, a commencé à siéger le 6 août. Sa réalisation a donné lieu à beaucoup d'espoirs dans les secteurs populaires, spécialement dans la majorité indigène et paysanne, qui la voient comme un outil pour pouvoir discuter de la résolution de leurs problèmes graves. En même temps, ces espoirs ont été utilisés pour freiner temporairement les mobilisations paysannes et des secteurs populaires.

Le MAS a gagné les élections de députés à la Constituante au niveau national. Mais le système de représentation pactisé avec les partis de droite a fait que, alors qu'il a 55% des représentants, le MAS ne dispose pas des 2/3 requis pour approuver seul la nouvelle constitution, une clause incluse dans la convocation et qui avait été pactisée entre Evo et la droite.

D'autre part, avec les élections pour la Constituante, a eu lieu simultanément le plébiscite pour « l'autonomie », exigée par les bourgeoisies de Santa Cruz de la Sierra, Tarija, Beni et Pando pour ces départements. Santa Cruz possède la richesse pétrolière et les terres productrices de soja et Tarija les plus grandes réserves de gaz. C'est pourquoi, ses bourgeoisies réclament « l'autonomie » pour profiter de ces richesses et les livrer plus librement à l'impérialisme, étant donné qu'elles pourraient ainsi déterminer l'utilisation de ces ressources. Le NON a été majoritaire dans le pays, mais le OUI a gagné dans les quatre départements mentionnés, dont les bourgeoisies exigent que les autonomies départementales soient accordées.

Les débats embourbés

Avec ces résultats, l'Assemblée a commencé avec deux débats cen-

traux, qui jusqu'à présent ne sont pas résolus, malgré les concessions constantes du MAS à la droite :

- Le MAS a proposé que l'Assemblée soit « originaire », c'est-à-dire souveraine pour dicter une nouvelle constitution et créer une nouvelle structure d'Etat et, en outre, qu'elle ait le pouvoir pour que les autres pouvoirs lui soient subordonnés. L'opposition bourgeoise dit que l'Assemblée est « dérivée », c'est-à-dire, qu'elle doit respecter les autres pouvoirs existants et les bases de la Constitution actuelle ; autrement dit, qu'elle doit se limiter à réformer la Constitution.

- Le MAS a proposé que, bien que la Constitution doive être votée par les 2/3 des députés, les articles individuels et les autres résolutions de l'Assemblée puissent être approuvés par simple majorité. L'opposition bourgeoise a exigé que, dans tous les cas, la règle des 2/3 soit appliquée. Par conséquent, depuis lors, la discussion du règlement des débats est embourbée.

Pour démontrer sa volonté de freiner toute avancée de l'Assemblée Constituante, la bourgeoisie de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando a réalisé le 8 septembre un lock-out obstiné, afin de défendre le « droit de veto » dont elle dispose de fait dans la Constituante et, à la fois, de renforcer sa position dans la négociation pour « l'autonomie ».

Le gouvernement est déjà en train de négocier.

Au-delà de son discours radical sur le caractère « originaire » de l'Assemblée Constituante et la « refondation de la Bolivie », le gouvernement d'Evo Morales s'adapte déjà au projet de la bourgeoisie et de la droite de « stériliser » cette Assemblée. Dans une entrevue avec la Radio

FIDES, le vice-président Álvaro García a reconnu que « *la grande assemblée ne modifiera probablement pas plus de 20% des articles de la Constitution* ».

Plusieurs grands sujets en discussion dans le pays restent, de fait, hors du futur débat. Comme partie de l'accord préalable entre Evo et la droite, la question de la réforme agraire - dont la possibilité menace fondamentalement les propriétaires fonciers de Santa Cruz - n'y sera pas incluse. Maintenant, le gouvernement dit que la question des hydrocarbures « a déjà été résolue », et la Constituante devrait donc se limiter à authentifier le contenu du décret d'Evo et la base conceptuelle des nouveaux contrats.

Pourquoi cette échauffourée continue ? Parce que, jusqu'à présent, il y a une question centrale qui n'a pas été résolue : celle de l'autonomie réclamée par la bourgeoisie des départements de ce qu'on appelle la « Demi-Lune » (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija), et, derrière elle, la lutte pour le partage des recettes accrues que l'Etat recevra pour les exportations de gaz. C'est le point qui maintient l'Assemblée Constituante paralysée.

Les perspectives

Le soutien dont Evo dispose dans la population est encore très majoritaire (65%, selon les enquêtes). Toutefois, il commence à être clair pour certains secteurs sociaux que les espoirs populaires soulevés par la Constituante seront illusoire. La terre pour les paysans, le territoire pour les peuples originaires, ou une véritable nationalisation des hydrocarbures et des richesses minérales, ne viendront pas de cette Assemblée pactisée avec la bourgeoisie et l'impérialisme, mais de la continuité de la lutte révolutionnaire des travailleurs et du peuple bolivien.